

mercredi, 14/01/2026 Beirut 17:38



Qu'a fait la Chine pour le Venezuela, en silence ?

about 19 hours ago



La Chine a condamné avec la plus grande fermeté l'enlèvement et la violation de la souveraineté du Venezuela. Sans grandes poses grandiloquentes à la Trump ou à la Macron, elle a pris une série de mesures, consciente que les États-Unis ont défini le contrôle du pétrole vénézuélien comme un moyen d'endiguer la présence chinoise en Amérique du Sud et de freiner son développement inexorable.

Sans les vaines déclarations de Trump ou

Macron, la Chine a entrepris une série de mesures concrètes, consciente que les États-Unis ont fait du contrôle du pétrole vénézuélien un moyen de freiner la présence chinoise en Amérique du Sud et d'entraver son développement rapide et irrésistible.

La Chine a pris des mesures visant directement le pilier de l'empire américain, car une agression contre le Venezuela équivaut à une déclaration de guerre contre l'ordre mondial multipolaire et les BRICS.

Quelques heures seulement après l'annonce de l'enlèvement du président Nicolás Maduro, le président Xi Jinping a convoqué une réunion d'urgence du Comité permanent du Bureau politique du Parti communiste, qui a duré exactement 120 minutes. Aucune déclaration officielle n'a été faite, aucune menace diplomatique n'a été proférée ; c'était le calme avant la tempête. Cette réunion a déclenché ce que les stratégies chinois appellent une « réponse asymétrique globale » à toute agression visant les partenaires de la Chine dans l'hémisphère occidental. Le Venezuela est la tête de pont de la Chine en Amérique latine, en plein cœur de la zone d'influence des États-Unis.

La première phase de la riposte chinoise a débuté le 4 janvier à 9h15, lorsque la Banque populaire de Chine a discrètement annoncé la suspension temporaire de toutes les transactions en dollars américains avec les entreprises liées au secteur de la défense américain. Des sociétés comme Boeing, Lockheed Martin, Raytheon et General Dynamics ont ainsi constaté, sans préavis, le gel de toutes leurs transactions avec la Chine.

Le même jour, à 11h43, la State Grid Corporation of China, qui exploite le plus grand réseau électrique mondial, a annoncé un examen technique approfondi de tous ses contrats avec les fournisseurs américains d'équipements électriques, une mesure qui signalait clairement la volonté de la Chine de se désengager de la technologie américaine.

À 14h17, la China National Petroleum Corporation (CNPC), la plus grande compagnie pétrolière d'État au monde, a annoncé une réorganisation stratégique de ses routes d'approvisionnement mondiales. Cela représentait une réactivation de l'« arme énergétique » chinoise, avec l'annulation de contrats d'approvisionnement en pétrole d'une valeur de 47 milliards de dollars destinés aux

raffineries américaines.

Le pétrole initialement destiné à la côte est des États-Unis a été redirigé vers l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud et d'autres pays du Sud. Cette mesure a entraîné une hausse de 23 % des prix du pétrole en une seule séance de bourse.

Mais surtout, le message stratégique était clair : la Chine est capable d'asphyxier l'approvisionnement énergétique des États-Unis sans même avoir à tirer un seul coup de feu.

Par ailleurs, la China Ocean Shipping Company, qui contrôle environ 40 % de la capacité de transport maritime mondiale, a mis en œuvre ce qu'elle a qualifié d'« optimisation des routes opérationnelles ».

À 14 h 17, la China National Petroleum Corporation (CNPC), la plus grande compagnie pétrolière d'État au monde, a annoncé une réorganisation stratégique de ses routes d'approvisionnement mondiales. Cette décision, conjuguée à l'annulation de contrats d'approvisionnement en pétrole, a réactivé son « arme énergétique ». Plus important encore, elle a envoyé un message stratégique clair : la Chine est capable d'asphyxier

l'approvisionnement énergétique des États-Unis sans même avoir à tirer un seul coup de feu.

Dans le même temps, la China Ocean Shipping Company (COSC), qui contrôle environ 40 % de la capacité mondiale de transport maritime, a mis en œuvre une « optimisation opérationnelle de ses routes ».

En conséquence, les navires chinois ont commencé à éviter les ports américains tels que Long Beach, Los Angeles, New York et Miami. Ces ports, fortement dépendants de la logistique maritime chinoise pour le maintien de leurs chaînes d'approvisionnement, se sont soudainement retrouvés privés de 35 % de leur trafic de conteneurs habituel. Ce fut un désastre pour de grandes entreprises comme Walmart, Amazon et Target, qui dépendent des navires chinois pour importer des produits fabriqués en Chine vers les ports américains, leurs chaînes d'approvisionnement s'étant partiellement effondrées en quelques heures.

Ce qui frappait le plus dans ces actions, c'était leur synchronisation, qui a engendré une réaction en chaîne amplifiant considérablement l'impact économique.

Il ne s'agissait pas d'une escalade progressive, mais d'un choc systémique destiné à paralyser la capacité de réaction des États-Unis.

Le gouvernement américain commençait à peine à encaisser le coup que la Chine a activé une nouvelle série de mesures : la mobilisation des pays du Sud. Le 4 janvier à 4 h 22, le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a proposé au Brésil, à l'Inde, à l'Afrique du Sud, à l'Iran, à la Turquie, à l'Indonésie et à 23 autres pays des conditions commerciales préférentielles immédiates à toute nation s'engageant publiquement à ne reconnaître aucun gouvernement vénézuélien arrivé au pouvoir avec le soutien ou l'intervention des États-Unis.

En moins de 24 heures, 19 pays ont accepté l'offre, le Brésil étant le premier, suivi de l'Inde, de l'Afrique du Sud et du Mexique. Ainsi, le concept d'un « monde multipolaire de facto » s'est concrétisé.

La Chine était parvenue à former instantanément une coalition anti-américaine, en utilisant l'arme des incitations économiques.

L'acte final est survenu le 5 janvier, lorsque Pékin a activé son arme financière. Le système

de paiement interbancaire transfrontalier chinois a annoncé l'extension de sa capacité opérationnelle afin de prendre en charge toute transaction internationale cherchant à contourner le système SWIFT contrôlé par Washington. La Chine offrait ainsi au monde une alternative complète et efficace au système financier occidental. Tout pays, entreprise ou banque souhaitant commercer sans dépendre de l'infrastructure financière américaine pouvait désormais utiliser le système chinois, 97 % moins cher et plus rapide.

La réaction a été immédiate et massive : au cours des 48 premières heures de fonctionnement, des transactions d'une valeur de 89 milliards de dollars ont été traitées, et les banques centrales de 34 pays ont ouvert des comptes opérationnels au sein du système chinois, accélérant la dédollarisation de l'une des principales sources de financement des États-Unis.

Sur le plan technologique, la Chine, qui contrôle 60 % de la production mondiale de terres rares – éléments essentiels pour les industries des semi-conducteurs et des composants électroniques – a annoncé des restrictions temporaires sur l'exportation de ces

minéraux vers tout pays ayant soutenu l'enlèvement du président Nicolás Maduro. Cette décision a suscité de vives inquiétudes chez les géants technologiques américains tels qu'Apple, Microsoft, Google et Intel, qui dépendent des chaînes d'approvisionnement chinoises pour leurs composants essentiels. Leurs systèmes de production sont désormais menacés d'effondrement d'ici quelques semaines.

Chaque initiative chinoise porte un coup direct au cœur économique de l'empire américain.

« Qu'a fait la Chine pour le Venezuela ? » se demandent amis et ennemis. La réponse est claire : sans déclarer la guerre, la Chine agit, influence et façonne de nouvelles réalités.

Par **Kurt Grotzsch**: Universitaire et chercheur allemand, docteur de l'Université de Nuremberg et titulaire d'un MBA de Madrid. Il est professeur et conférencier dans des universités européennes et internationales. Spécialisé dans la culture, la communication et les industries créatives, il est le fondateur de plusieurs centres et institutions culturels. Il est également vice-président de la Chaire Chine et

ambassadeur de l'Université Minzu en Chine.

Source: Tibetdoc

chine

Donald Trump

Nicolas Maduro

Venezuela

Articles récents

Le Qatar confirme le départ d'une partie du personnel de la base américaine en raison des « tensions régionales »

Le Qatar confirme le départ d'une partie du personnel de la base américaine en raison des « tensions régionales »



Groenland et Dôme d'Or : Trump tente de persuader ses alliés de l'Otan. Le Danemark y renforce sa présence militaire



Iran: Arrestation des chefs de réseaux terroristes